

Elections majeures au Québec aujourd'hui : vers la dépossession, comme en France ?

écrit par Luc Pharand | 1 octobre 2018



Je tiens à faire connaître aux lecteurs français un texte paru hier soir au Québec par Mathieu Bock-Côté sur le site du Journal de Montréal.

Ce lundi 1er octobre [est jour d'élection au Québec](#). Ce jour révélera notre capacité à conserver ce qui reste de notre cohérence identitaire ou à s'abandonner au fédéralisme multiculturaliste.

L'enjeu n'est pas celui d'un changement de gouvernement. L'enjeu est celui de franchir ou de ne pas franchir un point de non-retour. Les dépossession auxquelles sont soumis les Québécois depuis le Référendum de 1995 par le régime fédéral canadien ont un effet cumulatif aliénant – c'est leur but – et c'est la gravité de cette aliénation que ces élections vont révéler.

Ce texte de Bock-Côté est majeur. Les analogies avec la situation française sont trop nombreuses pour que cet article soit passé sous silence.

Vers la dépossession: considérations inquiètes sur l'avenir du Québec



MATHIEU BOCK-CÔTÉ

Dimanche, 30 septembre 2018 06:20

MISE à JOUR Dimanche, 30 septembre 2018 08:20

Dans un texte aussi lucide que courageux, car il transgressait ouvertement un interdit idéologique et médiatique, Mario Dumont revenait tout récemment sur la multiplication des forteresses libérales sur la carte électorale québécoise. Il notait, très justement, qu'en l'espace de vingt ans, elles ont presque doublé, conséquence à peu près inévitable d'une immigration massive, les communautés culturelles s'intégrant politiquement aux anglophones, en adoptant leurs comportements politiques – c'est-à-dire en se ralliant en bloc au Parti libéral du Québec, ce que semblent faire aussi les nouvelles générations. Ainsi, ce n'est plus seulement l'île de Montréal qui est la chasse gardée des libéraux – on oublie facilement, soit dit en passant, que plusieurs circonscriptions de l'est de Montréal ont déjà élu des péquistes mais que c'est désormais pratiquement impossible pour elles d'élire autre chose que des libéraux. Laval est aussi devenue une banlieue rouge. On pourrait ajouter bien d'autres exemples.

Il faut vivre dans un monde parallèle pour s'imaginer que le PLQ ne mène pas une politique d'immigration conforme à ses intérêts électoraux et à sa vision du Québec.

En 2003, il a commencé à hausser des seuils d'immigration qui étaient déjà très élevés et demeure aujourd'hui résolu à les augmenter toujours davantage – pour le PLQ, qui sert ici ouvertement les intérêts du régime canadien, l'immigration massive a servi à construire de manière décomplexée un verrou démographique pour bloquer l'avenir politique du Québec. Avec un culot politique exceptionnel, on entend même certains fédéralistes présenter de temps en temps la hausse des seuils d'immigration comme la seule manière de s'assurer que le Québec conserve son poids politique dans la fédération. Autrement dit, pour conserver son poids politique dans le Canada, le Québec devrait consentir à diminuer toujours plus dans ses frontières le poids de la majorité historique francophone. **On trouvera difficilement une représentation plus explicite du sort qui attend le peuple québécois dans la fédération: plus il s'y intègre, plus il s'y efface.**

Si le Parti libéral ne s'est jamais gêné pour avancer une politique d'immigration conforme à ses intérêts, on notera inversement depuis 1995 le fascinant manque de courage du parti souverainiste. La peur de se faire traiter de raciste le paralysait, le politiquement correct le tétanisait. Alors qu'ils étaient conscients des effets politiques de l'immigration massive sur le Québec, les souverainistes ont décidé pendant longtemps de se taire et même de marginaliser dans leurs rangs ceux qui ne se taisaient pas. **Ils ont globalement consenti, depuis vingt ans, à une politique qui programme leur marginalisation électorale et qui, en plus de cela, condamne peu à peu le Québec français à la dépossession politique et démocratique.** Dans la présente élection, le PLQ est le quatrième parti dans le vote francophone, avec 19%. Il demeure pourtant compétitif politiquement grâce à sa base électorale qui ne cesse de s'élargir et a des chances de l'emporter. Il est fascinant que cette dépossession ne fasse pas scandale et qu'il soit même mal vu d'évoquer le sujet. On verra dans cette censure un signe de régression de notre intelligence politique collective, ou peut-être même, de **l'étouffement de notre instinct de survie comme peuple.**

On ne saurait détacher la question de nos capacités d'intégration de celle de nos seuils d'immigration, quoi qu'en pense Manon Massé qui aurait préféré qu'on ne parle pas de cette question. L'intégration ne relève pas seulement des politiques publiques et des moyens financiers qu'on y associe. De même, les politiques de francisation deviennent vite artificielles si elles ne conduisent pas à un milieu de vie où le français et la culture québécoise sont la norme. Ceux qui répètent, sur le mode du matraquage statistique, de 95% des personnes vivant au Québec peuvent soutenir une conversation en français et croient par là nous rassurer basculent dans une propagande gênante: le jour où, à Montréal, 100% des gens pourraient théoriquement avoir une conversation en français mais qu'au même moment, seulement, **35% des gens habitant sur l'île parleraient français au quotidien, faudrait-il vraiment célébrer?** Il y a des limites à désincarner une société en croyant la faire tenir seulement dans des paramètres technocratiques ou dans les termes d'un contractualisme arraché à la culture et à l'histoire.

Une nation ne saurait être absolument indifférente à son substrat démographique: plus le poids de la majorité historique francophone baissera au Québec, moins l'identité québécoise aura une force d'attraction.

Est-ce que le peuple québécois deviendra sur son territoire un résidu historique et folklorique insignifiant, condamné à l'impuissance collective? Est-ce qu'il consentira à sa dissolution politique et démographique? Est-ce qu'il consentira, d'une décennie à l'autre, à proposer une définition toujours plus affadée et édulcorée de lui-même, sous prétexte «d'inclusion»? C'est la pente que nous suivons actuellement. **Tout ce qui évoque la nation québécoise historique est ringardisé ou même diabolisé et ramené à la figure d'un nationalisme ethnique fantasmé qui n'existe en fait que dans l'esprit de ceux qui le dénoncent.**

Tout ce qui a précédé l'ère de la «diversité» est disqualifié. Si la tendance se maintient, un jour, nous dirons probablement que la définition du Québec comme nation francophone est trop exclusive et nous céderons à ceux qui proposeront de la définir autrement.

Le discours médiatique dominant présente l'image d'un Québec francophone trop homogène, renfermé, nostalgique, et pousse à en finir avec lui. Les jeunes générations, qui se détachent d'ailleurs de l'identité québécoise, ont été conditionnées par une propagande bien vivante à l'école à **assimiler le nationalisme à une pathologie.**

Nous avons collectivement intériorisé les reproches d'intolérance ethnique qui nous étaient traditionnellement adressés par le Canada anglais et nous sommes sans cesse en train de getter nos vieux démons, qui ont surtout une existence imaginaire. La modernisation du Québec passerait par son décentrement du bien pudiquement nommé «groupe majoritaire», comme si son entêtement à se placer au cœur de la nation relevait à la fois d'un conservatisme mal placé et de la régression identitaire. L'idéologie dominante pousse aujourd'hui à la déconstruction de la nation, comme si celle-ci ne devait plus être qu'une référence vide sans contenus identitaires – le mot «identitaire» est même devenu une insulte, une sale étiquette. On s' imagine ainsi la rendre plus ouverte et susceptible de gagner l'adhésion des populations issues de l'immigration alors qu'on la rend surtout insignifiante.

C'est dans ce contexte que des benêts à l'inculture politique navrante partent de nouveau en mission pour «ouvrir» les nationalistes à la diversité en expliquant que si les populations immigrées rejettent la souveraineté, c'est à cause de la Charte des valeurs, sans prendre la peine de noter qu'ils n'avaient pas eu besoin de cette dernière pour rejeter sans la moindre ambiguïté l'indépendance en 1995 (ou pour rejeter au moment de la crise de Saint-Léonard le primat de l'école française pour leurs enfants, si on veut remonter plus loin).

Si les communautés culturelles ne s'intègrent pas politiquement au Québec, ce n'est pas parce que les Québécois francophones ne sont pas assez gentils mais parce que la souveraineté qui s'exerce sur notre territoire national est canadienne et que le Canada dispose à la fois de la puissance public et du prestige moral. C'est le Canada qui est souverain au Québec, et cela, par ailleurs, dans un contexte nord-américain qui n'est pas particulièrement favorable à la langue française. Et comme le notait Nic Payne, on ne devrait pas sous-estimer l'hostilité que suscite le nationalisme québécois chez une frange importante des «communautés culturelles», qui s'entêtent malheureusement à regarder la majorité historique francophone de l'extérieur.

On nous reprochera de noter l'existence d'intérêts collectifs contradictoires sur le territoire du Québec, en disant que cela va contre le vivre-ensemble, qui exige apparemment une part d'aveuglement et de pensée magique. Mais ne vaudrait-il pas mieux rappeler l'importance des rapports de force dans les relations intercommunautaires. **La Charte des valeurs, pour y revenir, était une telle manifestation de force: elle témoignait de notre volonté de casser le multiculturalisme canadien au Québec et d'imposer la référence québécoise, en faisant clairement de**

la majorité historique francophone la culture de convergence. Si les francophones perdent dans la réalité des choses le contrôle du seul État où ils sont majoritaires en Amérique du nord, ils basculeront dans une logique d'acadianisation, s'incarnant concrètement dans la rupture de plus en plus assumée entre Montréal et le reste du Québec. **Du point de vue de l'avenir du Québec, la question de l'immigration pose directement celle de la survie, à terme, du peuple québécois,** même s'il n'est tout simplement pas permis d'évoquer dans le discours public, comme l'a découvert François Legault dans cette campagne, même si comme d'habitude, il l'a fait maladroitement.

Quoi qu'il en soit, on en revient à l'essentiel: cette élection qui aura évacué à peu près complètement la question de l'indépendance met donc en scène, sans surprise, notre dépossession.

Elle aura permis de prendre conscience clairement de l'impuissance politique du Québec francophone. Les commentateurs qui pratiquent le Québec Bashing avec une ardeur militante célèbrent déjà la défaite du nationalisme québécois et y voient une marque de maturité collective. Dans la situation historique présente, et avec le système électoral qui est le nôtre, dès que le Québec francophone se divise selon des lignes de fracture idéologiques comme c'est le cas ailleurs en Occident, il se met en marge du pouvoir. De ce point de vue, l'enjeu vital de cette élection est le congédiement politique du PLQ. À tout le moins, si le Parti libéral est chassé du pouvoir, cela voudra dire que le Québec francophone est parvenu, à la manière d'une première étape, à regagner assez de cohérence pour reprendre le pouvoir chez lui. Mais cette étape ne saurait être autre chose que la première.

